

Actualités des filières

Conjoncture des 9 premiers mois
2025



Intrants



Volailles de chair



Œufs



Palmipèdes gras



Lapins



Réglementation

SOMMAIRE



France

Blancafort : reprise partielle du site avant un possible retour de l'abattage

Fermé depuis mars 2025 et laissé sans activité après le départ de LDC, l'abattoir de Blancafort (Cher) a été repris par cinq associés réunis sous la bannière Volafort. Une remise en activité partielle est prévue dès mi-2026 avec une vingtaine de salariés, autour d'une ligne de plats préparés halal, le temps de financer les premiers investissements. Les éleveurs locaux saluent une « victoire d'étape », tout en espérant le retour de l'abattage d'ici deux ans, indispensable selon eux pour redynamiser la filière régionale. La fermeture du site avait fragilisé la production locale de dinde, entraînant un allongement des distances d'abattage, même si les élevages ont pu s'adapter. Les élus se disent prudemment optimistes face à ce projet porté par des acteurs locaux, après les critiques émises contre la stratégie de LDC.

(France 3, 14/11/2025).

Hendrix Genetics accélère son développement dans la ponte

Hendrix Genetics renforce son activité ponte, désormais à 33 % de part de marché en œuf brun en France (27 % en incluant l'œuf blanc). Le groupe vise une hausse de production d'œufs à couver, notamment via la sélection de la poule IsaWhite pour améliorer la masse d'œuf, et recherche des bâtiments de reproducteurs en Bretagne et Pays de la Loire. L'équipe commerciale s'étoffe avec trois technico-commerciaux supplémentaires, tandis que Florence Petitjean prend la direction de l'activité ponte en France. Parallèlement, un nouveau site de sélection est créé aux Pays-Bas, équipé de stations d'alimentation individuelles pour accélérer les progrès génétiques en efficacité alimentaire et qualité de ponte.

(Réussir, 28/11/2025)

SBV investit pour renforcer la volaille française face aux importations

Pour répondre à une demande en forte croissance (+15 % en cinq ans) alors que la moitié de la volaille consommée en France est importée, la Société Bretonne de Volaille (SBV, groupe LDC) annonce 75 M€ d'investissements supplémentaires en 2026, après plus de 240 M€ engagés via le plan « Graines d'avenir ». L'objectif est d'augmenter la capacité d'abattage à 2,4 millions de poulets par semaine d'ici trois ans sur quatre sites bretons, et de sécuriser l'approvisionnement grâce à un réseau de 1 200 éleveurs. SBV envisage également la construction d'une nouvelle usine dans l'Ouest. La filiale mise sur la différenciation via l'origine France, la montée en gamme (Label rouge, IGP), la démarche Nature d'Éleveurs, ainsi que le développement de gammes dédiées à la restauration rapide, segment en plein essor. La société déploie aussi des innovations produits et renforce ses offres halal et élaborées, tout en poursuivant ses efforts RSE et ses actions pour améliorer l'attractivité de l'emploi.

(Snacking.fr, 29/11/2025)

LDC s'étend au Royaume-Uni avec la prise de contrôle de Green Label

LDC poursuit sa stratégie d'acquisitions en prenant une participation majoritaire dans Green Label, volailler britannique spécialisé dans le canard et la dinde, commercialisés sous la marque Gressingham. Basée dans le Suffolk, l'entreprise emploie 700 salariés et possède plus de 250 000 m² de poulaillers couvrant la moitié de ses besoins. Cette opération renforce la présence de LDC outre-Manche, où il était déjà implanté via Capestone, et s'inscrit dans une dynamique d'expansion européenne du groupe (Belgique, Allemagne, Pologne, Hongrie, Roumanie, Royaume-Uni). Avec 105 sites, 27 000 salariés et 6,3 Md€ de chiffre d'affaires, LDC réalise désormais 22 % de ses ventes à l'international.

(Linéaires, 02/10/2025)

LDC affiche un semestre solide et accélère sa croissance en Europe

LDC signe un premier semestre 2025-2026 en forte hausse, avec 3,45 Md€ de chiffre d'affaires (+15,6 %) et +14 % de volumes. L'Ebitda progresse de 19 % (307 M€), porté par le pôle international grâce aux acquisitions récentes en Pologne (Indykpol, Kanspol), Allemagne (EDF) et Hongrie (Calibra). En France, les revalorisations tarifaires soutiennent la filière et tirent le CA volaille (+7,3 %), avec de bonnes performances du Label rouge (+5,4 %). Le pôle traiteur bénéficie de l'intégration de Pierre Martinet (+18 % en valeur), malgré une baisse des plats cuisinés liée à la météo estivale. Le groupe confirme son objectif de franchir 7 Md€ de CA dès 2026, avec un Ebitda visé à 560 M€. LDC prévoit d'augmenter ses capacités d'abattage d'1 million de poulets par semaine d'ici deux ans, dans la perspective d'un nouvel abattoir, tout en restant vigilant face au retour possible de l'influenza aviaire et aux risques liés aux importations hors UE.

(LSA / Linéaires, 26-27/11/2025)

UNION EUROPEENNE

Belgique : la filière volaille juge impossible le passage au poulet ECC dès 2026

Alors que la Belgique prépare le label national « Mieux pour les animaux », la filière considère irréaliste la généralisation du poulet ECC (Better Chicken Commitment) dès 2026, malgré les engagements des distributeurs. Les couvoirs n'ont quasiment pas constitué de cheptels de reproducteurs à croissance lente, faute de visibilité économique et de filières sécurisées : un risque majeur pour les abattoirs, qui pourraient se retrouver sans volumes suffisants pour alimenter des lignes dédiées. La transition impliquerait en outre une baisse de productivité de 40 %, une hausse des coûts de 30-40 % et un besoin massif de nouveaux bâtiments, impacts difficilement absorbables par les producteurs. Les contraintes environnementales (émissions d'ammoniac plus élevées par poulet à croissance lente) compliqueraient aussi l'obtention ou le maintien des permis d'exploiter.

(PluimveeWeb, août 2025).



Épizooties : les vétérinaires européens veulent passer de l'abattage massif à la vaccination

La FVE appelle l'UE à remplacer l'abattage en cas d'épizootie par la vaccination, la biosécurité et le dépistage précoce, afin de réduire pertes économiques et impact sur le bien-être animal. Elle demande le renforcement des services vétérinaires, des accords internationaux pour éviter les blocages commerciaux, et l'accélération des vaccins (dont DIVA) avec des stocks européens. Soutenue par la KNMVd, elle souhaite faire de la vaccination la norme pour limiter les abattages préventifs et sécuriser l'approvisionnement des abattoirs.

(PluimVeeWeb, 01/12/2025).

Moldavie : Axedum premier volailler autorisé à exporter vers l'UE

Axedum devient la première entreprise avicole moldave reconnue par l'UE pour exporter viande et œufs, après d'importants investissements et l'adoption de normes strictes de qualité et de bien-être animal (sans antibiotiques ni hormones). Déjà active dans les exportations d'œufs (11 millions au S1 2025), la société poursuit son expansion avec un plan d'investissement d'environ 9,4 M€, dont la moitié financée par l'État, pour construire d'ici 2026 une usine d'aliments de 20 t/h et accroître ses capacités. Cette avancée pourrait encourager d'autres entreprises moldaves à viser le marché européen.

(WATTAgNet, 24/11/2025)

De Heus rachète 17 usines d'aliments en Asie pour 720 M€

Royal De Heus acquiert les activités de CJ Feed & Care dans cinq pays asiatiques (Vietnam, Indonésie, Cambodge, Corée du Sud, Philippines), soit 17 usines d'aliments pour animaux pour un montant estimé à 720 M€. Cette opération majeure renforcera fortement sa présence au Vietnam, en Indonésie et au Cambodge, tout en lui donnant un accès direct à deux marchés stratégiques à fort potentiel pour la production de protéines animales : la Corée du Sud et les Philippines. L'accord, signé le 1er octobre, doit encore recevoir les autorisations réglementaires et devrait être finalisé au premier semestre 2026.

(PluimVeeWeb, 02/10/2025)

MONDE

JBS investit 70 M\$ pour relancer l'aviculture au Paraguay

JBS va investir 70 millions de dollars au Paraguay sur deux ans, débutant par l'acquisition de Pollos Amanecer et de son usine du district de Juan Eulogio Estigarribia. Le groupe prévoit d'agrandir et moderniser le site pour atteindre une capacité de 100 000 poulets/jour, avec un objectif d'exportation en plus du marché local. Le projet inclut l'expansion de 19 à 139 poulailers, ainsi que la création de fermes génétiques, d'écloseries et d'une usine d'aliments. À terme, le complexe emploiera environ 1 100

personnes. Cette implantation marque le retour de JBS au Paraguay après la vente de ses abattoirs bovins en 2017.

(Poultry Site, 03/10/2025)

Le letton Agrova rachète le britannique Sunrise pour 40 M€ et entre sur le marché des œufs au Royaume-Uni

Agrova International, nouveau groupe avicole letton, acquiert Sunrise Group — Sunrise Poultry Farms et Sunrise Egg Holdings — pour 40 M€. L'opération, financée par Accession Capital Partners, constitue l'une des plus importantes acquisitions internationales d'une entreprise lettone. Sunrise, basé à Sileby, commercialise plus de 4 millions d'œufs par semaine pour la distribution, l'industrie et la restauration britanniques, avec 38,5 M€ de chiffre d'affaires et des certifications Lion, RSPCA Assured et BRCGS. L'acquisition devrait plus que doubler la production et le CA d'Agrova, tout en lui offrant une entrée stratégique sur le marché alimentaire britannique. Agrova — issu d'APF Holdings et de la ferme avicole d'Aluksne — poursuit ainsi son expansion européenne dans la production d'œufs et de protéines animales.

(WattPoultry, 26/11/2025)

Royaume-Uni : polémique autour d'une aide publique de 30 M€ accordée au géant ukrainien MHP

L'agro-industriel ukrainien MHP, premier producteur de volaille du pays, reçoit 30 M€ de British International Investment pour financer l'achat de graines de tournesol et sécuriser son activité en contexte de guerre. Ce soutien inquiète la NFU et les acteurs britanniques, qui dénoncent une aide publique à un concurrent étranger alors que les importations ukrainiennes — déjà exemptées de droits de douane depuis 2022 — pèsent sur le marché local. Ils pointent l'absence d'équivalence des normes de production : densités d'élevage plus élevées qu'au Royaume-Uni et standards de bien-être animal inférieurs. MHP affirme viser la conformité UE (33 kg/m²) d'ici 2026. Les organisations professionnelles craignent que ces importations ne fragilisent les producteurs britanniques, freinent l'investissement et affaiblissent la résilience du secteur avicole national.

(Farmers Weekly, 08/12/2025)

Œufs : la Rabobank prévoit +22 % de croissance mondiale en dix ans, tirée par les pays émergents

Selon Rabobank, la demande mondiale d'œufs progressera de 22 % d'ici 2035, portée à 90 % par l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, où urbanisation et amélioration des disponibilités stimulent la consommation. En Europe, la croissance viendra surtout de la valeur, avec la transition vers les œufs alternatifs et les produits à promesse santé (ex. oméga-3). Le rapport alerte toutefois sur la perte possible de compétitivité européenne en raison des contraintes réglementaires (environnement, bien-être animal) et recommande des investissements en automatisation, robotique, surveillance sanitaire et réduction du gaspillage.

(Les Marchés, 20/09/2025)



Évolution des cours des matières premières fin 2025 et perspectives 2026

Fin 2025, le marché des matières premières pour l'aliment volaille se caractérise par une offre céréalière record (plus de 3 Mds t de céréales selon la FAO) et des stocks mondiaux en hausse, ce qui pèse sur les prix. Les marchés restent toutefois nerveux, tiraillés entre abondance des récoltes, tensions persistantes en mer Noire et fermeté de l'euro. Côté oléagineux, forte tension en novembre (notamment sur le tournesol français) puis début de détente, dans un contexte de report à fin 2026 du règlement européen sur la déforestation (RDUE), qui lève provisoirement un risque réglementaire sur les tourteaux importés.

➤ Céréales : offre lourde, prime de risque et resserrement blé/maïs

Les récoltes de blé sont relevées chez plusieurs exportateurs (Argentine, Australie, UE, Canada), tandis que l'Ukraine et la Russie restent très présentes à l'export. Les prix du blé évoluent de façon erratique : le blé fourrager français se tient autour de 180-190 €/t selon les ports, soutenu par une bonne activité export mais bridé par la concurrence de la mer Noire et de l'Argentine, ainsi que par un euro plus fort. En Bretagne, des stocks importants limitent la hausse, alors que dans le Sud-Est les disponibilités en blé fourrager sont quasi épuisées, tirant les prix vers le niveau meunier. Les frappes en mer Noire et les menaces russes sur les navires renchérissent l'assurance et entretiennent une prime de risque géopolitique, sans inverser pour l'instant la tendance lourde d'un marché bien approvisionné.

En maïs, l'USDA relève les exportations US et la FAO confirme de bons potentiels en Amérique, tandis que l'Ukraine vise une récolte autour de 31 Mt malgré des problèmes d'humidité. En Europe, la production est révisée en hausse et les prix du maïs se rapprochent de ceux du blé, resserrant l'écart et redonnant de l'intérêt au maïs dans les formules. La demande nord-européenne sur le Rhin s'essouffle, mais la perspective de 21 Mt d'imports de maïs dans l'UE maintient un environnement globalement confortable pour l'alimentation animale en 2026.

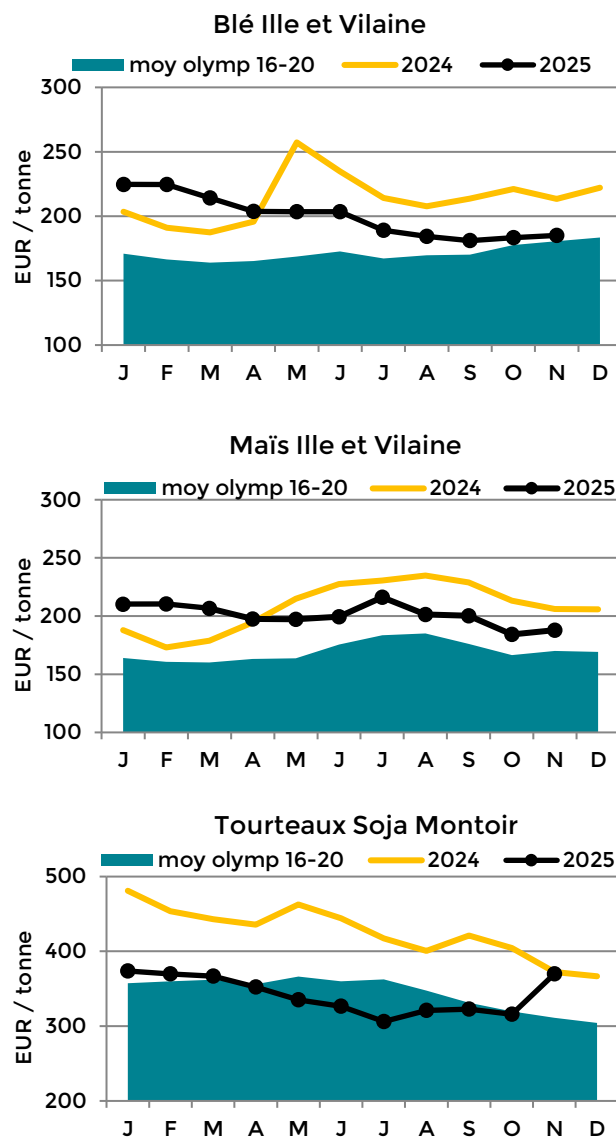
➤ Tourteaux : détente sur le soja, retour du tournesol argentin

Sur les oléagineux, novembre a été marqué par une forte hausse du tournesol français, avec des prix de graine atteignant ~640 €/t rendu Bordeaux et une campagne de commercialisation déjà engagée à près de 90 %. Les disponibilités sont donc limitées, dans un contexte de faiblesse de la récolte ukrainienne et de recul des exportations UE/Ukraine au profit de l'Argentine, qui revient en force sur l'huile et le tourteau de tournesol. Le colza reste volatil : les prix Euronext ont tenté un rebond vers 480 €/t

avant de corriger sous l'effet d'une offre record de canola canadien et d'un marché mondial des huiles globalement baissier. À l'inverse, le tourteau de soja délivré Montoir est orienté à la baisse (autour de 340-350 €/t), sous l'effet d'une activité de trituration dynamique aux États-Unis, de semis avancés au Brésil et d'importations chinoises importantes, même si la visibilité sur le rythme d'achats reste floue. Le report à fin 2026 du RDUE a apaisé le marché : les gros acheteurs se repositionnent, la prime non-OGM reste élevée, mais le risque de surcoût logistique immédiat est repoussé.

Pour 2026, le scénario de base pour la filière volaille est celui d'une bonne disponibilité en céréales (blé, maïs) et en tourteaux (soja, tournesol, colza), avec un risque haussier surtout lié à la météo en Amérique du Sud, aux tensions en mer Noire et à une éventuelle reprise plus marquée de la demande chinoise.

Cotations mensuelles des matières premières - 2025



Source : ITAVI d'après La Dépêche - Le Petit Meunier



➤ Indices ITAVI

Après plusieurs mois de repli continu depuis avril, les indices ITAVI repartent à la hausse en novembre. La détente observée sur les céréales n'est plus suffisante pour compenser la fermeté croissante des matières premières riches en protéines. Le maïs recule encore, tandis que le blé fourrager se stabilise légèrement, mais l'attention du marché s'est clairement déplacée vers les oléagineux, qui connaissent une phase de tension depuis début novembre. Les tourteaux de soja, non OGM, colza et tournesol progressent simultanément, soutenus par une demande internationale active, des incertitudes persistantes autour des achats chinois, un accès plus limité aux origines ukrainiennes et un retour massif de la trituration nord-américaine. Le report du règlement européen sur la déforestation (RDUE), désormais attendu pour fin 2026, a également contribué à réactiver les achats européens, renforçant le mouvement haussier.

Cette dynamique des oléagineux tire mécaniquement les coûts des matières premières dans l'aliment vers le haut. En novembre, les indices augmentent pour toutes les espèces : plus fortement pour les volailles de chair, notamment le poulet standard et la dinde, et plus modérément pour les espèces moins dépendantes du soja. Les filières utilisant des matières premières certifiées, comme le poulet label non OGM, enregistrent logiquement les plus fortes progressions, tandis que le lapin, dont la formulation repose davantage sur les déshydratés, affiche une hausse plus contenue.

Le cas des déshydratés, en particulier la luzerne et la pulpe de betterave, mérite une attention particulière. Si les cours apparaissent stables ou légèrement orientés à la baisse en novembre, cela masque une fragilité structurelle profonde. La luzerne a subi en 2024 un effondrement de valeur proche de 40 %, conséquence d'un marché mondial déprimé, d'une concurrence accrue des imports et d'une production française en retrait sous l'effet d'aléas climatiques. Cette chute s'est traduite par une réduction des surfaces, déjà en recul de 5 % en 2025 et potentiellement de 10 % supplémentaires en 2026. La filière entre dans une phase de recomposition majeure, illustrée par le rapprochement entre Tereos et Capdéra, dans l'objectif de consolider l'offre et de sécuriser les débouchés. La pulpe de betterave conserve pour l'instant une tendance stable, mais sa disponibilité reste dépendante des capacités industrielles consolidées et des volumes de la campagne sucrière.

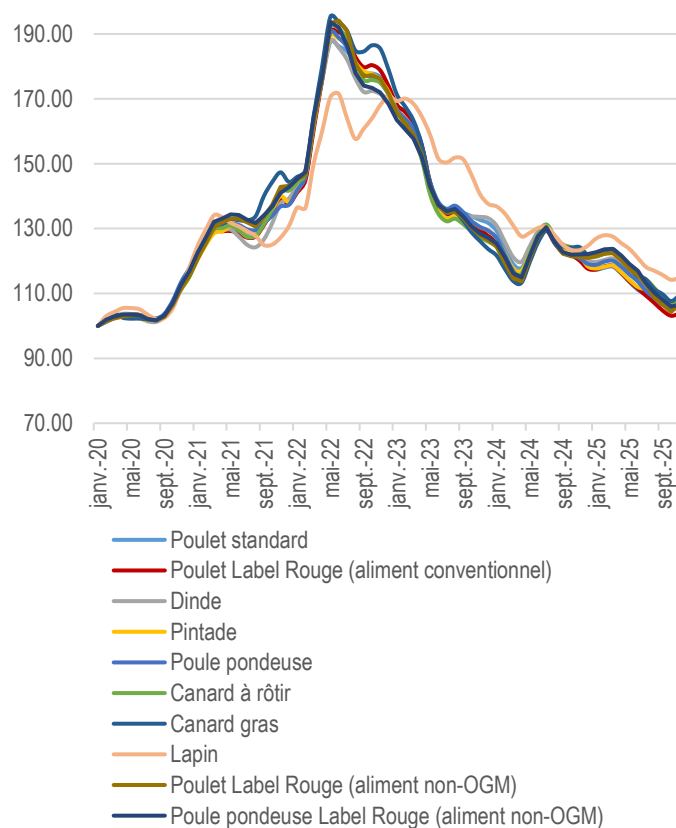
Au final, la hausse des tourteaux domine largement les tendances du mois de novembre et imprime un mouvement ascendant sur l'ensemble des indices ITAVI. Après un semestre de répit, les coûts d'aliments repartent donc à la hausse, et les tensions sur les oléagineux demeureront le

facteur déterminant à surveiller dans les premiers mois de 2026.

Nouveaux Indices ITAVI – (base 100 : janvier 2020) – novembre 2025

	nov.-25	m/m-1	n/n-1
Poulet standard	106,3	+1,2%	-12,4%
Poulet Label Rouge (aliment conventionnel)	103,8	+0,6%	-13,6%
Poulet Label Rouge (aliment non-OGM)	106,7	+2,4%	-12,0%
Dinde	108,1	+2,1%	-12,0%
Canard gras	109,4	+1,6%	-12,0%
Canard à rôtir	108,1	+0,8%	-12,5%
Pintade	107,6	+1,5%	-11,5%
Lapin	114,8	+0,5%	-6,9%
Poule pondeuse	105,9	+0,6%	-12,4%
Poule pondeuse Label Rouge (aliment non-OGM)	106,5	+0,5%	-12,7%

Évolution des indices matières premières ITAVI (base 100 en janvier 2020)



<https://www.itavi.asso.fr/content/les-indices-itavi>



Abattages

En poids, les abattages de volailles sur 9 mois en 2025 affichent une croissance de +1,5 % par rapport à la même période (9 mois) 2024 pour s'établir à 1,244 M téc, tirés par la hausse des abattages de poulet (+4,1%). Les abattages de poulet s'élèvent à 897,5 Mtéc sur 9 mois, frôlant une moyenne de 100 Mtéc par mois. La dinde se maintient (+0,2%) alors que les abattages de canard sont en net recul (-25,6%), pour favoriser l'écoulement des stocks, qui avaient atteint des niveaux très élevés en fin d'année 2024 (suite aux restrictions imposées par les pays importateurs de viande de canard français, après la première campagne de vaccination IAFP).

Commerce extérieur

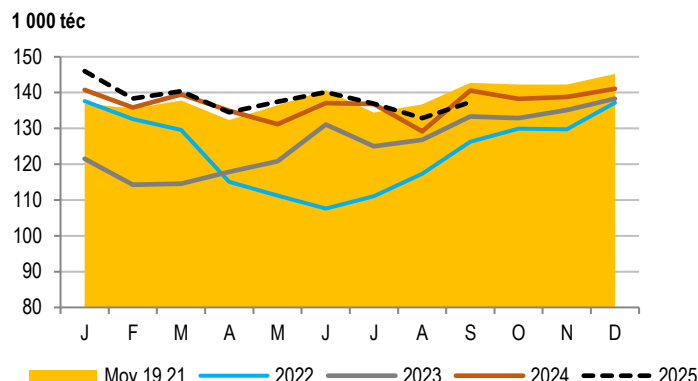
Sur 9 mois 2025, les exportations françaises de viandes et préparations de volaille ont progressé (+6,7 %) par rapport à 2024 en volume et progressent de 2,9 % en valeur.

Les envois vers l'UE-27 sont en hausse (+16,7 %) en volume, notamment vers la Belgique (+34 %) et l'Allemagne (+28 %). Les exportations vers les Pays tiers baissent de 9,5 %, marquées par le recul des exportations vers le Moyen Orient (-13,4 %), vers l'Afrique Subsaharienne (-10,5 %) et le Royaume-Uni (-11,5 %).

Les importations françaises de viande de volaille ont augmenté en volume (+6,7 %) et en valeur (+17,2 %) sur 9 mois 2025. En provenance de l'UE-27 la hausse des importations est de +6,5 %, principalement depuis l'Allemagne (+15,7 %) et la Pologne (+14,4 %). Depuis les pays tiers, les importations (qui ne représentent que 8 % des volumes importés, 55 ktéc sur les 723 ktéc) ont surtout augmenté depuis le Brésil (+73 %) pour atteindre 6,9 ktéc, celles depuis l'Ukraine reculent de 58,7 %, à 1 007 téc.

Concernant le poulet, sur 9 mois 2025 le niveau des exportations a progressé en volume (+5,5 %) et en valeur (+2 %). Les expéditions vers l'UE progressent de 15,6 %, mais elles reculent vers les Pays tiers, notamment vers le Moyen Orient (-13,4 %). Les importations de poulet augmentent aussi en volume (+8 %) et en valeur (+18,8 %), si les importations depuis la Belgique ont reculé (-4,5 %) ils restent soutenus (24% des volumes origine UE), les achats depuis la Pologne progressent (+15,7 %, 38% des volumes origine UE) et aussi depuis l'Allemagne (+19,3 %, mais 9 % des volumes). Sur 9 mois 2025, les importations de filets de poulet s'élèvent à 308,9 ktéc (+8,3%), et celles des produits élaborés connaît la plus nette progression à 14,3 % (140.2 ktéc, +46% en 3 ans).

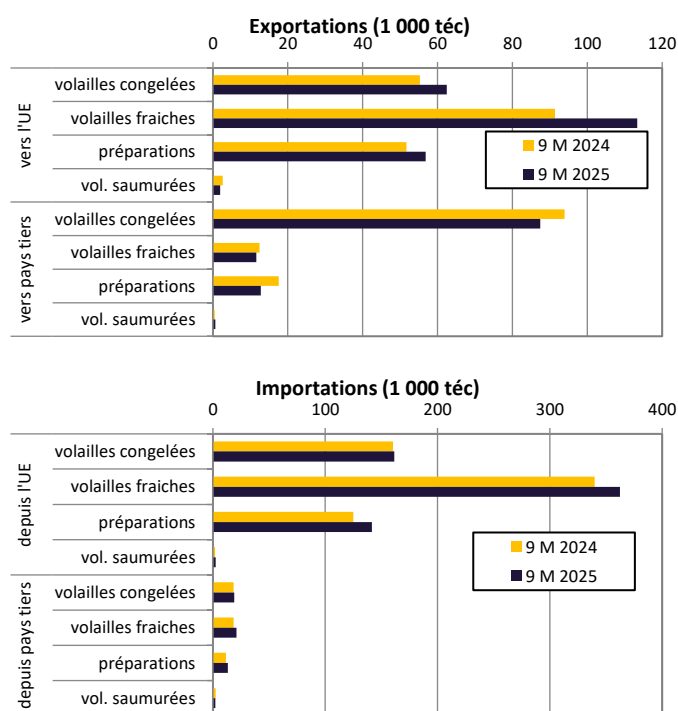
Abattages contrôlés CVJA de volaille en milliers de téc



Échanges français de viandes et préparations de volaille en volume

1000 téc	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	9 mois	%25/24	9 mois	%25/24
Volailles	347,0	6,7	723,3	6,7
dont UE 27	234,5	16,7	668,0	6,5
dont pays tiers	17,1	-11,5	36,0	4,9
Poulet	283,3	5,5	676,5	8,0
dont UE 27	183,3	15,6	623,2	7,6
dont pays tiers	12,9	-20,4	35,5	10,6
dont PMO	49,5	-13,4	0,1	-31,3
Dinde	38,6	6,7	32,9	0,3
dont UE 27	29,4	13,1	32,0	6,1
dont pays tiers	3,0	111,5	0,5	-78,3
Canard	18,7	32,3	9,5	-24,0
Pintade	3,0	-0,4	0,0	-95,8

Évolution des échanges français de volaille



Source : ITAVI d'après douanes françaises



Achats de viandes de volailles par les ménages

Les achats de viandes de volailles fraîches et élaborées par les ménages français pour leur **consommation à domicile progressent sur 9 mois 2025 (+0,9 %)**, marquant un ralentissement de la dynamique de la consommation observée en 2024 (+5,7%).

Les achats des ménages reculent pour la viande de dinde (-5,3 %), de pintade (-12,7 %), tandis que les achats de canard progressent légèrement, de 0,8 %.

Les achats de viande de poulet se tassent pourtant (-0,5%) par rapport à 2024. L'érosion des achats du poulet entier se poursuivent (-4,1%) au profit des élaborés (+7,1 %). Le segment de charcuterie ralentit (-0,4 %), comme celui des découpes de poulet (-0,1%). En effet, ce ralentissement s'explique par le mois de juin, au cours duquel les achats des ménages ont chuté de 22 % pour le poulet entier et de 6 % pour les découpes. Il s'agit d'un double effet : une baisse de l'offre en poulet entier en amont, entraînant une multiplication des ruptures en magasin, et une baisse de la demande, compte tenu des conditions météorologiques (deuxième mois de juin le plus chaud jamais enregistré).

Les segments Label Rouge et Bio ont reculé sur le poulet entier de -2,7 % et -16,7 % respectivement, et sur les découpes de -4 % et -21,4%.

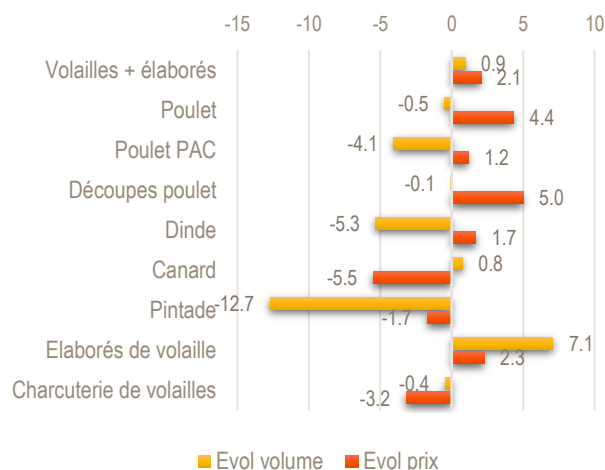
Les prix des viandes de volaille ont progressé sur 9M 2025 pour toutes les espèces, à l'exception du canard du fait de stocks très élevés consécutifs à la fermeture des marchés en 2024 sur les débouchés à l'international (restrictions liées à la vaccination des canards dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'IAHP).

Consommation apparente

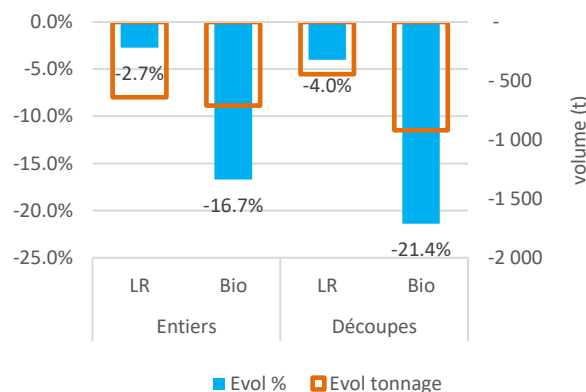
Sur les 9 premiers mois 2025, la consommation globale de viandes de volailles qui tient compte du secteur RHD progresse de 2,9 %, stimulée par la hausse de la consommation de poulet +5,5 % malgré le recul de la consommation de canard (-15 %), de dinde (-0,5 %) et pintade (+1,5 %).

La hausse de la consommation du poulet se poursuit sur les 9 mois de 2025, elle profite à la production nationale, avec des abattages en hausse de 4,1 % mais aussi aux importations qui progressent de 8 %. En parallèle les exportations de poulet progressent de 5,5 %, et représentent 31% des volumes abattus (30% sur la même période en 2024). Cependant, malgré cette hausse d'un point de la part des exportations, les volumes disponibles pour le marché intérieur passent de 622 à 640 ktéc (+2,9%). Au global, les importations progressent plus rapidement, la part de ces importations dans la consommation de poulet est désormais à 51,4 % sur 9 mois 2025 contre 50,2 % sur la même période 2024.

Évolution des achats des ménages en % 9M 25/24

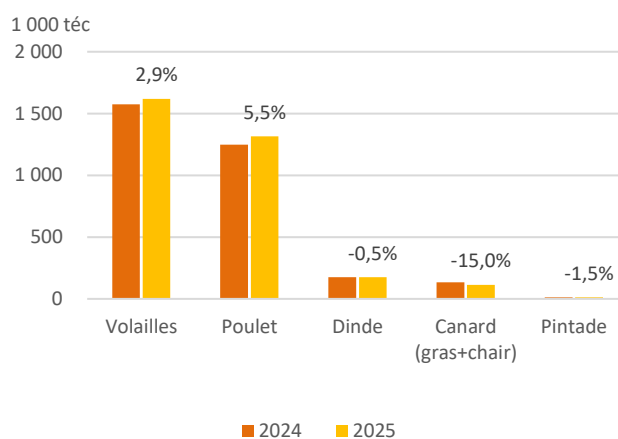


Évolution des achats des ménages en produits SIQO % 9M 25/24



Source : ITAVI d'après Kantar Worldpanel pour France Agrimer

Évolution de la consommation apparente (bilan) 9M 25/24 (y c var. stocks)



Source : *estimation ITAVI d'après SSP et douanes



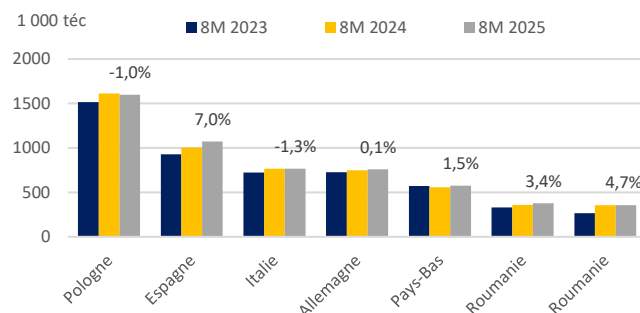
Abattages

Sur 8 mois 2025, toutes volailles confondues, les abattages restent stables dans l'Union européenne, tirés par les abattages de poulet (+ 2,9 %), mais freinés par la baisse des abattages de dinde (- 2,4 %) et de canard (- 21 %). Les abattages de poulet progressent, notamment en Espagne (+ 7%) en Allemagne (+ 1,5%) et aux Pays-Bas (+3,4%) mais reculent en Pologne (- 1%), qui a durement été touchée par l'IAHP lors des premiers mois de 2025.

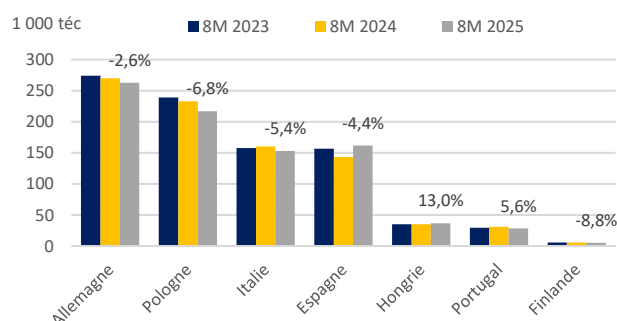
Les abattages de dinde, quant à eux, diminuent de 2,4 % sur 8 mois 2025, avec une évolution contrastée, la production progresse en Espagne (+ 13 %), mais recule dans les autres pays, en Allemagne (- 2,6 %), en Pologne (- 6,8%) et en Italie (- 4,4%).

Les abattages de canard sont quant à eux en baisse de 21 %, avec une baisse généralisée dans les principaux pays, en France (- 12,2 %), en Hongrie (- 49,5 %) et en Pologne (- 13,7 %).

Abattages de gallus en UE



Abattages de dinde en UE



Source : ITAVI d'après Eurostat et SSP

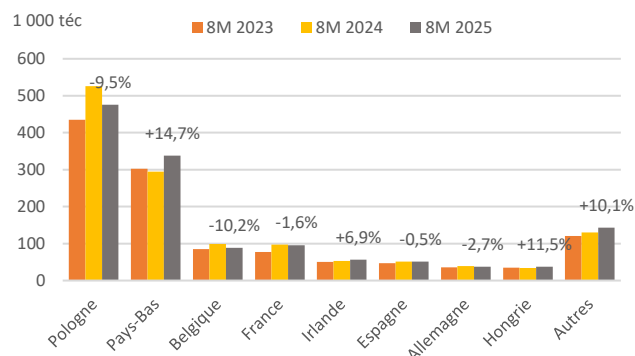
Commerce extérieur

Les exportations de viandes de volaille de l'UE-27 vers les Pays tiers sont stables en volume (+0,1 %) et en hausse de 8,7 % en valeur sur 8 mois 2025 par rapport à 2024. Hors la Pologne, les exportations de l'UE ont progressé de 6,4 %, cette hausse est portée par les Pays-Bas (+ 15 %) et la Roumanie (+ 53 %), en revanche la Pologne a connu une baisse de ces exportations extra européennes de 10 % (soit - 50 000 téc) principalement vers le Royaume-Uni (-10%), l'Ouzbékistan (- 92 %) et Liberia (- 66 %).

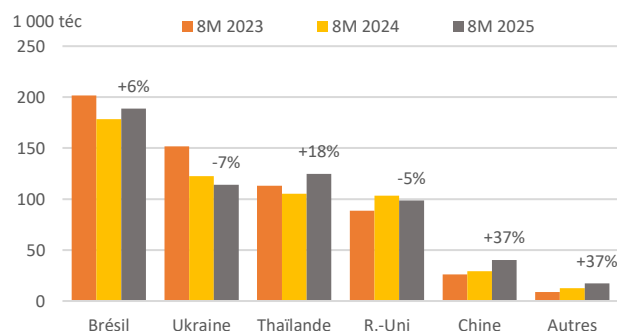
Les importations de viandes de volaille en provenance des Pays tiers sont, en revanche, en hausse en volume (+ 6 %) et en valeur (+ 24 %) sur 8 mois 2025. Les hausses sont principalement enregistrées depuis la Thaïlande (+ 18 %), la Chine (+ 37 %) et le Brésil (+ 6 %), tandis que celles en provenance de l'Ukraine ont connu une baisse de 7 %, tout comme celles du Royaume-Uni (- 5 %).

Sur 8 mois 2025, le solde des échanges en volume s'élève à + 0,74 M téc en dégradation de - 30 000 téc par rapport à 2024. La balance commerciale se dégrade sous l'effet de la hausse plus rapide des importations et passe de + 1,57 Mds€ sur 8 mois 2024 à + 1,51 Mds€ en 2025.

Évolution des exportations extra-communautaires de volaille 2023-2025



Évolution des importations extra-communautaires de volaille entre 2023 et 2025



Source : ITAVI d'après Eurostat



Indicateurs de production

➤ Hausse des mises en place en 2025

Selon les données du CNPO, les mises en place de poulettes d'un jour progressent de 1,7 % sur les 9 premiers mois de 2025 par rapport à la même période 2024.

➤ Production d'œufs

Selon les estimations de l'ITAVI, la production d'œufs devrait progresser de 0,8 % sur l'année totale 2025 par rapport à 2024. Toutefois le niveau de la production reste inférieur de 1,2 % à celui de 2021.

➤ Baisse des abattages de réforme en 2025

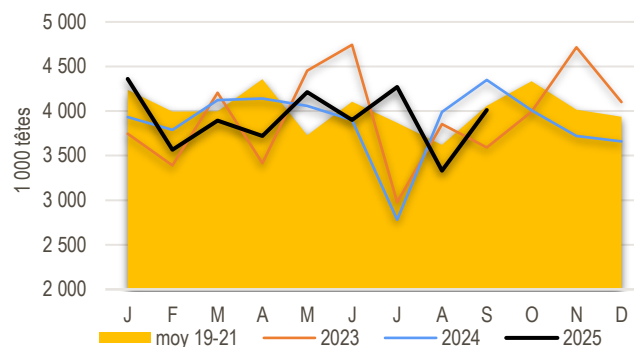
Sur les 9 premiers mois 2025, les abattages de poules de réforme ont diminué de 11 %, cette baisse est encore plus marquée sur le 3^e trimestre, où les abattages ont chuté de 26% soit près de 1,9 millions de poules en moins par rapport à la même période 2024, traduisant en partie l'allongement des lots pour répondre à la forte demande et réduire les ruptures en magasins.

Commerce extérieur

Sur les 9 premiers mois 2025, les échanges commerciaux s'accroissent par rapport à la même période 2024. Les exportations d'œufs coquille diminuent (- 1,2 %), et les importations d'œufs coquille augmentent (+ 21,2%), principalement depuis les Pays-Bas (+ 144%), la Pologne (+ 49 %) et l'Allemagne (+ 41%), entraînant une dégradation du solde d'œufs coquille (- 29,7 %).

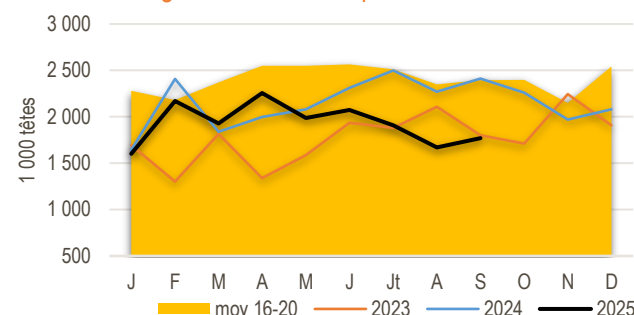
Sur les 9 premiers mois 2025, pour les ovoproduits le solde reste positif malgré une légère diminution en volume (- 1,3%) et bien plus marquée en valeur (- 87,8 %) par rapport à la même période 2024. Les exportations progressent (+ 5,5 %) et particulièrement en direction de l'Allemagne (+ 38 %) et de la Pologne (+ 63 %) et de certains pays tiers comme le Japon (+ 201%). L'augmentation des importations en ovoproduits (+ 8,8 % en volume et + 41,2 % en valeur) est principalement portée par les Pays-Bas (+ 87 %) et le Royaume-Uni (+ 40%). Le solde commercial global œufs et ovoproduits s'établit à - 24 900 téoc et - 115,6 M€ en dégradation (- 12 100 téoc et - 31,2 M€) par rapport aux 9 premiers mois 2024.

Mises en place mensuelles de poulettes déclarées au CNPO



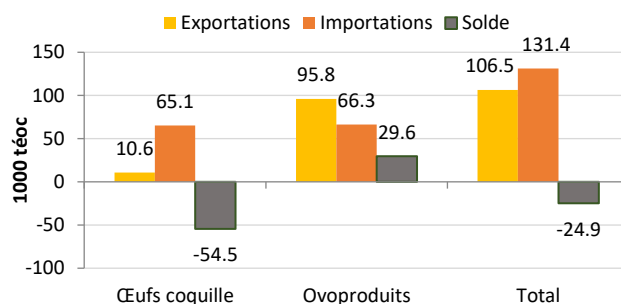
Source : CNPO

Abattages mensuels des poules de réforme



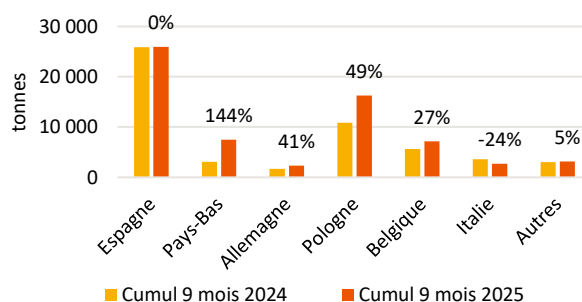
Source : Itavi d'après SSP

Commerce français d'œufs et ovoproduits sur 9M 2025 en volume



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Importations françaises d'œufs coquille par pays 9M 2025/2024



Source : ITAVI d'après douanes françaises



Indicateurs de marché

➤ Achats des ménages : progression pour tous les codes sauf la cage

Sur les 9 premiers mois 2025, les achats d'œufs coquille par les ménages français pour leur consommation à domicile, tous circuits confondus, sont en hausse de 4,3 %, en volume, par rapport à la même période 2024. Excepté la cage qui diminue de 19,4 % en volume, tous les autres codes bénéficient de cette hausse, surtout marquée en Sol (+ 26,3%) et en Label Rouge (+ 14,1 %). Après une stagnation en 2024, les achats d'œufs bio reprennent avec une augmentation de + 3,2 % en volume.

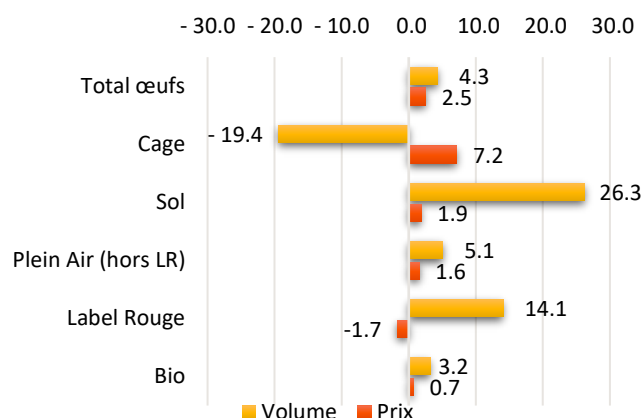
Le prix d'achat moyen des œufs augmente (+ 4,3 %) après un recul en 2024 par rapport à 2023. La tendance est à la compression des prix entre les différents segments, avec une augmentation du prix des œufs en cage (+ 7,2 %) plus importante que celle des œufs Plein Air ou Bio (respectivement + 1,6 % et + 0,7 %).

La part des achats d'œufs en cage continue de diminuer pour atteindre 14,4 % des parts de marchés, au profit des œufs au sol (+ 3,4 pts) et des œufs plein air (+ 0,7 pts). Concernant les œufs coquille Bio, leur part dans les achats se stabilise sur les 9 premiers mois de 2025 après une perte des parts de marché depuis 2021 (- 26 %).

➤ TNO en hausse sur 2025, se stabilisant en milieu d'année

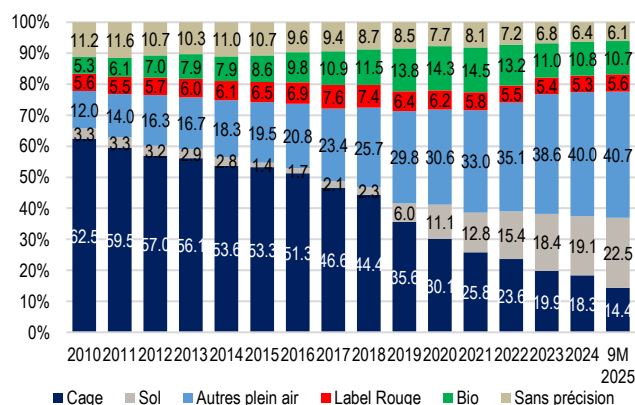
Après avoir connu une tendance baissière en 2024 par rapport à 2023, une forte hausse de prix s'est amorcée en mars 2025 et se stabilise à un niveau élevé jamais enregistrés (+158 % par rapport à la moyenne historique 19-21). A partir de septembre, avec la forte hausse de la demande et face à une offre réduite, les prix ont amorcé un nouveau mouvement de hausse pour atteindre un nouveau record de 17,3 €/100 œufs. Ces prix hauts des œufs code 3 sont liés au manque de disponibilité, dû à l'accélération de la transition hors cage, avec une date butoir pour la GMS qui approche et qui entraîne des arrêts en élevage pour travaux.

Achats d'œufs pour la consommation à domicile entre 9M 2025 et 9M 2024 – Panel Kantar



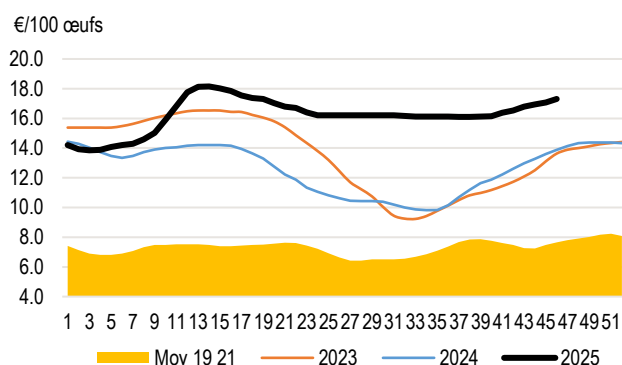
Source : ITAVI d'après Kantar pour France AgriMer

Evolution de la répartition des achats d'œufs par mode d'élevage



Source : ITAVI d'après Kantar pour France AgriMer

Évolution hebdomadaire de la TNO (code 3, moyenne cal. M et G, €/100 œufs)



Source : ITAVI d'après Les Marchés



Cheptel européen de pondeuses

Après une année 2024 en baisse dans les mises en place de - 4,2 % par rapport à la moyenne historique 2018-2021, les mises en place en Europe en 2025 reprennent. Pour les 8 premiers mois 2025, elles augmentent de 8,7 % par rapport à la même période 2024.

Sur l'année 2025, le cheptel moyen en production a légèrement progressé (+ 0,4 %) par rapport à 2024. Cette faible évolution, malgré la forte demande, s'explique par les cas de grippe aviaire durant l'hiver dernier notamment en Pologne. Tenant compte le redressement des mises ne place en fin d'année 2025, une hausse du cheptel potentiel en production est attendue début 2026, avec une augmentation prévisionnelle de 5% sur le premier trimestre 2026.. Cependant, depuis octobre, au moins 50 foyers d'IAHP ont été détectés dans des élevages de poules pondeuses en Europe, dans 8 pays, cette situation sanitaire risque de plomber la dynamique de redressement de l'offre européenne.

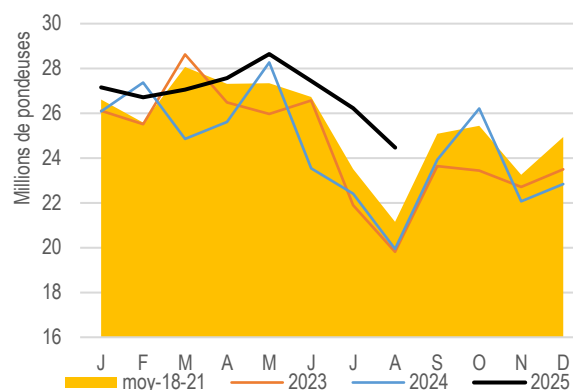
Commerce extérieur

Sur les 8 premiers mois 2025, la reprise des exportations extra-européennes (UE-27) totales d'œufs et ovoproduits se confirme (+ 17,2 %) par rapport à 2024. Le Royaume-Uni reste le premier pays d'exportation avec 39 % des volumes à l'export. La hausse des exportations concerne principalement la Thaïlande (+ 39,7 %), la Suisse (+ 46,1 %), ainsi que la Russie qui affirme (+ 327,7 % soit + 6 499 téoc).

Les importations de l'UE-27 sont en hausse en volume (+ 49 %) sur les 8 premiers mois 2025 par rapport à la même période sur 2024. L'Ukraine maintient sa place de leader avec 66 % des imports de l'UE, et en augmentation par rapport à 2024 de + 73,5 %. Le reste des importations provient du Royaume-Uni, en légère baisse (- 4 %), de la Turquie (+ 133 %) et de la Macédoine qui gagne + 3 934 téoc (+ 175 %). Dans un contexte de manque de disponibilités et de forte hausse des prix, la situation est devenue propice aux imports ukrainiens, malgré la fin des mesures de suspension des droits de douane en juin 2025 et l'attribution d'un nouveau quota sans droit douanes de 18 000 t (largement inférieur aux imports actuels) dans le nouvel accord (DCFTA) en vigueur depuis le 29 octobre 2025. La hausse des achats de l'UE a comme principale origine, les importations d'Espagne, de Croatie, d'Italie et de Pologne.

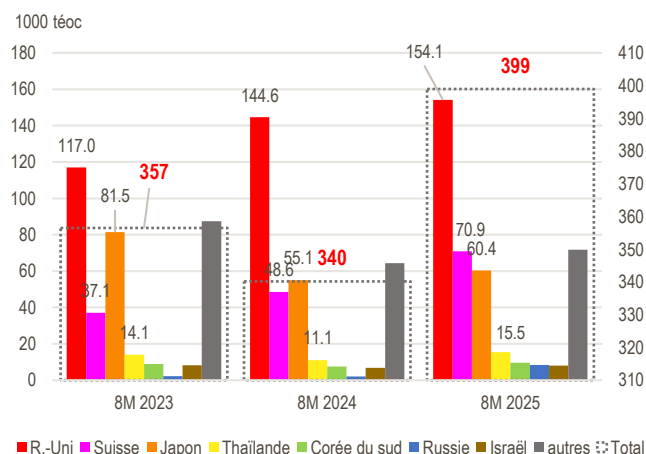
Sur les 8 premiers mois de 2025, le solde des échanges extra-communautaires d'œufs et d'ovoproduits reste positif en volume (+ 145 840 téoc) en dégradation (-26 167 téoc) par rapport à la même période 2024. En valeur, la balance commerciale se dégrade également de + 308 M€ en 2024 à + 249 M€, du fait de l'effet conjoint de la baisse des prix à l'export et une hausse des prix à l'import.

Mises en place de pondeuses en Union européenne



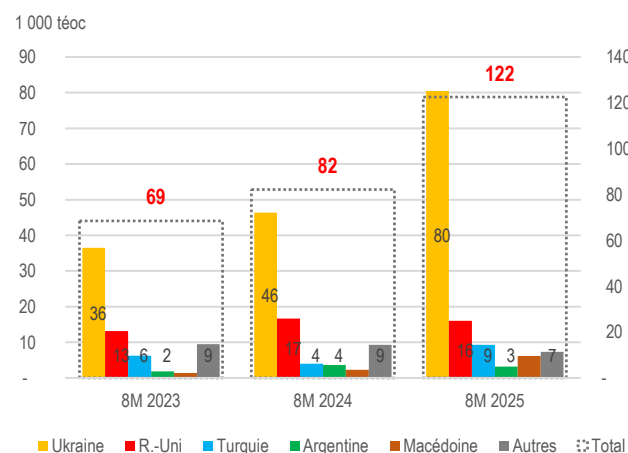
Source : ITAVI d'après MEG et sources nationales

Évolution des exportations extra-européennes* d'œufs et ovoproduits entre 2023 et 2025



*UE-27, Source : ITAVI d'après Eurostat

Évolution des importations extra-européennes d'œufs et ovoproduits entre 2023 et 2025



Source : ITAVI d'après Eurostat



Indicateurs de production

Sur les 9 premiers mois de 2025, les mises en place de canards gras ont connu une légère baisse de -7% par rapport à 2024. Les abattages contrôlés sont environ stables par rapport à la même période en 2024, et s'élèvent à 81 658 tonnes (tec) soit 21,5 millions de têtes sur la période.

Ces résultats sur 2025 sont donc similaires à 2024, avec une production qui reste inférieure à la moyenne 2013-2015, mais supérieure à 2022, année de la reprise de la production après l'IAHP.

Commerce extérieur

Sur les 9 premiers mois de 2025, les exportations totales de foie gras (cru et préparations) affichent une baisse de -3,8% en volume et de -16 % en valeur par rapport aux 9 premiers mois de 2024. Les importations totales de foie gras sont également en baisse en volume (- 18 %) et en valeur (- 31 %) sur la même période.

Les exportations françaises en foie gras cru sur les 9 premiers mois de 2025 sont en baisse (-8 %). Cette diminution concerne principalement les envois de foie gras cru vers les pays tiers (- 24 %) notamment l'Asie, la Suisse et le Royaume-Uni. Les exportations vers l'Union Européenne sont en hausse de +2,4 %, avec l'Espagne en tête.

Les importations françaises de foie gras cru sur les 9 premiers mois de 2025 sont en baisse également, avec une forte baisse en provenance de la Hongrie (-41%), tandis que les achats depuis la Bulgarie se maintiennent.

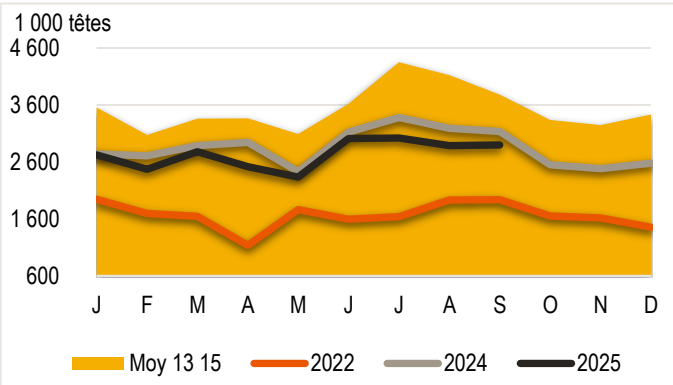
Le solde du commerce extérieur de foie gras cru sur les 9 premiers mois de 2025 s'améliore mais reste déficitaire à - 285 tonnes en volume (bien qu'il soit environ équivalent en valeur).

Les exportations françaises de préparations à base de foie gras sont en légère hausse en volume (+ 2,5 %) mais en baisse en valeur (-3,5 %) sur les 9 premiers mois de 2025, avec une augmentation des envois vers les Pays Tiers (Asie, UK, Canada) mais une baisse de la valeur des exports au sein de l'Union Européenne.

Les importations françaises de préparations à base de foie gras sont en légère baisse en volume (-1,5%) et en valeur (- 42,3%), principalement causé par la Bulgarie.

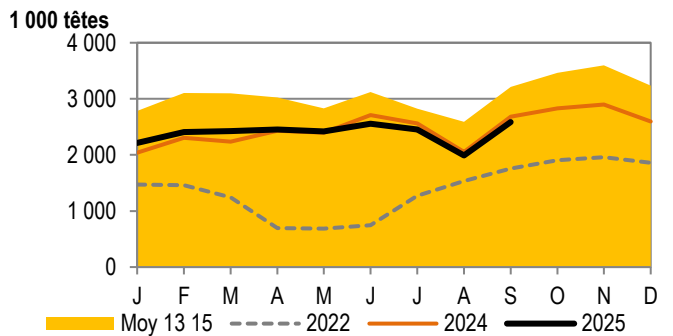
Le solde du commerce extérieur de préparations à base de foie gras reste positif et légèrement en progression, à la fois en volume et en valeur.

Évolution des mises en place de canards gras en milliers de têtes



Source : ITAVI d'après SSP

Évolution des abattages de canards gras



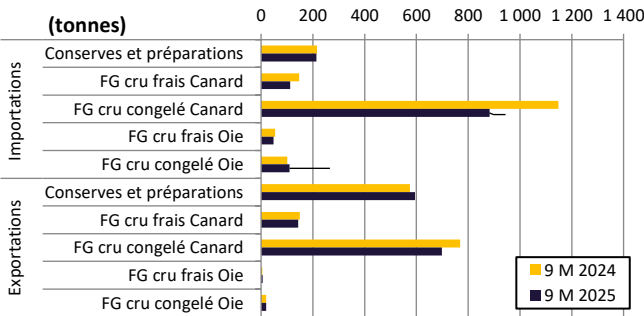
Source : ITAVI d'après SSP

Échanges de foie gras en volume entre 2024 et 2025

tonnes	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	9 mois	% 25/24	9 mois	% 25/24
Conserves et préparations	594,2	3,3	213,1	-1,5
dont UE-27	401,6	-4,2	213,1	-1,5
dont Pays tiers	191,1	20,2		
Foie gras cru	867,3	-8,1	1152,7	-20,5
dont UE-27	582,3	2,4	1152,4	-20,5
dont Pays tiers	285,0	-24,1	0,3	

Source : ITAVI d'après les douanes françaises

Évolution des échanges de foie gras en tonnes sur les 9 premiers mois de 2025 par rapport aux 9 premiers mois 2024 (CG : congelé ; FR : frais)



Source : ITAVI d'après douanes françaises



Indicateurs de production

La production contrôlée poursuit la tendance baissière et recule de 6,3% en 2024 à 23 700 téc. En parallèle, la fabrication d'aliment pour lapin a baissé de 3 % en 2024 avec 195 Kt.

Avec 23 755 tonnes, les abattages de lapins se replient de 2,6 % sur les 35 premières semaines de 2025 par rapport à la même période en 2024.

Commerce extérieur

Sur les trois premiers trimestres, le solde des échanges reste positif en volume et en valeur, avec un excédent commercial de 12,19 millions d'euros, en hausse de 3,5% par rapport à 2024. Cela s'explique principalement par la baisse des importations et une hausse des exportations.

Les exportations progressent en volume (+ 4,5 %) sur les neuf premiers mois 2025 par rapport à l'année précédente, avec une baisse de 1,7 %. Les exportations reculent vers l'Allemagne (- 19 %) et les Pays-Bas (- 16 %). A l'inverse, une reprise marquante des exports vers la Belgique est constatée par rapport à 2024 (+ 111 %).

Les **importations françaises de lapin** ont quant-à-elles reculé en volume (- 37,4 %) et en valeur (- 25 %) sur les neuf premiers mois 2025. En effet, les baisses concernent principalement les achats depuis la Chine (- 70 %), la Pologne (- 78 %) et la Belgique (- 29 %).

Indicateurs de marché

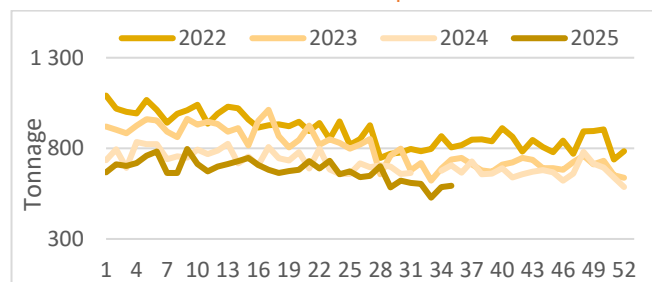
Sur les 39 premières semaines de 2025, la cotation moyenne du vif régresse de 2,7 % par rapport à la même période de 2024. La 39^{ème} semaine de 2025 affiche une diminution de 1,6 % par rapport à celle de 2024, avec un prix moyen de 2,51 €/kg vif.

Consommation

Sur les dix premiers mois 2025, les achats de lapin par les ménages pour leur consommation à domicile sont en baisse de 17,6 % en volume, avec des prix moyens en hausse (+ 1,4 %) par rapport à 2024. Ces évolutions concernent les volumes de lapin entier (- 17,9 %) et les morceaux (- 12,6 %). Ce repli des achats s'explique par un recul du taux de pénétration (part des ménages acheteurs du produit) et une baisse de la quantité achetée par acheteur.

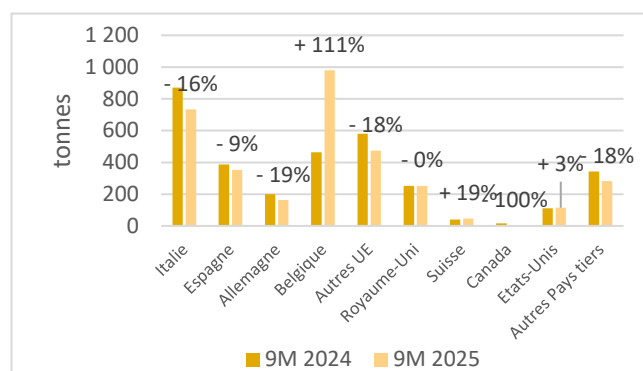
La consommation contrôlée de viande de lapin recule de 4,5 % à 20 500 téc en 2024, l'équivalent de 300 grammes par habitant et par an.

Évolution des volumes de lapins vifs abattus



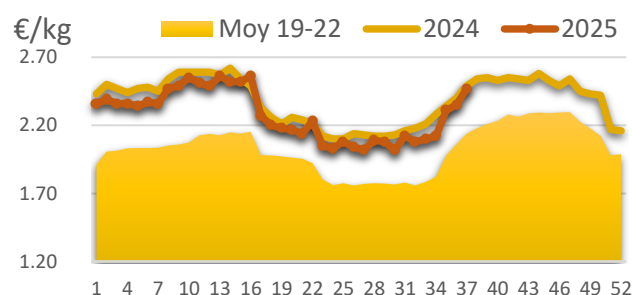
Source : FIA - CNADEV

Exportations françaises de viande de lapin par destination en volume



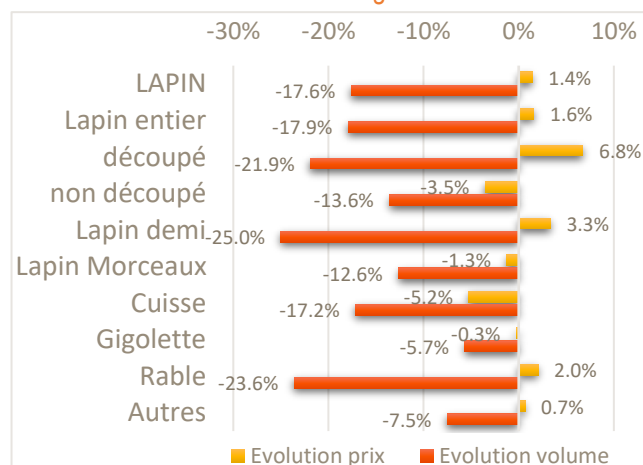
Source : ITAVI d'après douanes françaises

Cotation du lapin vif en €/kg



Source : RNM

Évolution des achats des ménages sur 10M 2025/2024



Source : ITAVI d'après Kantar Worldpanel pour France Agrimer

* Kantar Worldpanel sélectionne 20 000 foyers sur les 26 millions qui vivent en France, afin de représenter tous les groupes de population. Le panel est une représentation de la population française en modèle réduit, où chaque foyer fournit des informations sur ses achats et participe ainsi à un sondage permettant d'établir des statistiques sur la consommation en France. Sur un faible échantillon de consommateurs tel que la viande de lapin, ces données sont donc à interpréter avec précaution.



➤ FRANCE

Arrêté du 10 novembre 2025 portant homologation du cahier des charges du label rouge n° LA 06/10 « Poularde jaune fermière élevée en plein air » - NOR : AGRT2529907A.

[B.O. agri/JORF du 10/11/2025](#)

IAHP – Renforcement des mesures de gestion dans le Grand Ouest - novembre 2025 et conditions d'application du rappel vaccinal

[DGAL/SDSBEA/2025-787](#)

Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) – Mesures de prévention liées au niveau de risque épidémiologique modéré et élevé.

[DGAL/SDSBEA/2025-730](#)

Plan de surveillance de la résistance aux antibiotiques de certaines bactéries sentinelles et zoonotiques chez les poulets de chair et les dindes pour l'année 2026.

[DGAL/SDEIGIR/2025-767](#)

Indemnisation des grandes entreprises dont les cheptels ont été touchés par l'influenza aviaire hautement pathogène lors de l'épisode 2024/2025.

[DGAL/SDPRS/2025-657](#)

Influenza aviaire – Suspicion événementielle d'IAHP dans un établissement : La présente instruction définit les modalités de la surveillance événementielle chez les oiseaux détenus et précise les rôles et responsabilités des différents acteurs dans l'établissement d'une suspicion événementielle d'IAHP. Elle clarifie les modalités du diagnostic d'exclusion.

[DGAL/SDSBEA/2025-764](#)

Dispositif PSPC - Plan de surveillance de la contamination des viandes fraîches de poulet de chair et de dinde par *Escherichia coli* productrices de B-lactamases à spectre étendu (BLSE), de B-lactamases AmpC (AmpC) ou de carbapénémases au stade de la distribution - Année 2026.

[DGAL/SDSBEA/2025-764](#)

Conduite à tenir dans les établissements d'abattage de volailles présentant des résultats non- conformes au regard des dangers *Salmonella* spp et *Campylobacter* spp

[DGAL/SDSSA/2025-713](#)

➤ UNION EUROPEENNE

Décision d'exécution (UE) 2025/2470 de la Commission du 3 décembre 2025 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2023/2447 concernant des mesures d'urgence motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains États membres [notifiée sous le numéro C(2025) 8454]

[\(JOUE, 08/12/2025\)](#)

Décision d'exécution (UE) 2025/2483 de la Commission du 4 décembre 2025 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2025/2256 concernant des mesures d'urgence motivées par l'apparition de foyers de la maladie de Newcastle en Pologne C/2025/8518

[\(JOUE, 08/12/2025\)](#)

Texte consolidé : Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part

[\(JOUE, 01/01/2026\)](#)

Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant mise en œuvre de la clause de sauvegarde bilatérale prévue par l'accord de partenariat UE-Mercosur et l'accord intérimaire UE-Mercosur sur le commerce pour les produits agricoles. COM/2025/639 final

[\(JOUE, 08/10/2025\)](#)

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation pour la viande de volaille et abrogeant le règlement (CE) n° 543/2008

[\(JOUE, 06/10/2025\)](#)

Orientations de la Commission — Communication de la Commission: orientations sur les modalités pratiques d'application des définitions des sites, des établissements et des installations visées à l'article 13, point h), du règlement relatif au portail sur les émissions industrielles [règlement (UE) 2024/1244] C/2025/8141

[\(JOUE, 04/12/2025\)](#)

Notification préalable d'une concentration (Affaire M.12199 — WH GROUP / ENTITIES OF THE WOLF GROUP) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée

[\(JOUE, 04/12/2025\)](#)